

Réinventer l'éducation populaire

« C'est une loi inéluctable de l'histoire qu'elle défend aux contemporains des grands mouvements qui déterminent leur époque de les reconnaître dans leur premiers mouvements »¹, écrit Stéphan Zweig au début de l'avant dernier chapitre de son œuvre testament, « le monde d'hier », écrite au Brésil en 1941 et achevée peu avant son suicide le 22 février 1942 à Pétropolis. Façon élégante de dire que c'est, souvent, la cécité politique des contemporains qui constitue la ressource la plus fréquente des stratégies d'anéantissement de la liberté, de l'Etat de droit, de la démocratie ; l'histoire en offre de sinistres et régulières illustrations.

Avant ou après Zweig, d'autres auteurs en ont eu l'intuition, dans contextes et sous des formes différentes. Ainsi, au XVI siècle, Etienne de la Boétie, construit-il l'essentiel de l'argumentation de son « *Discours de la servitude volontaire* » sur une interrogation d'une surprenante modernité : « Je désirerais seulement que l'on me fit comprendre comment il se peut que tant d'hommes, tant de villes, tant de nations supportent quelques fois tout d'un Tyran seul, qui n'a de puissance que celle qu'on lui donne, qui n'a de pouvoir de leur nuire, qu'autant qu'ils veulent bien l'endurer et qui ne pourrait leur faire aucun mal, s'ils n'aimaient mieux tout de lui, que de le contredire »². Hermann Broch, parle « d'ère du vide »³, pour définir la culture européenne de la fin du XIXe siècle ; Herrmann Hesse utilise l'expression voisine d'« ère des pages de variété » dans son dernier roman, « *Le Jeu des Perles de Verre* » pour définir l'envers trivial de l'univers utopique de Castalie⁴ ; Paul Valéry affirme dans l'avant-propos de ses « *Regards sur le monde actuel* »⁵, « le temps du monde fini commence ».

Ces constats résignés ou simplement lucides n'ont cependant pas empêché la construction de stratégies de résistance qui, dans des contextes différents, avec des mots d'ordre et des moyens singuliers, contribuèrent à éveiller les consciences et à armer des convictions, parfois à suffisamment bousculer les paresseuses ou les aliénations et ainsi favoriser l'émergence, le plus souvent transitoire certes, d'un

¹ Stéphan Zweig : « Le monde d'hier : souvenirs d'un européen » 2015 « Les Belles Lettres », p. 373

² Etienne de la Boétie : « Le discours de la servitude volontaire », Petite Bibliothèque Payot 1976, pp.174 et ss.

³ Herrmann Broch : « Hofmannsthal et son temps » in « Création littéraire et connaissance » Gallimard 1966, pp. 45 et ss.

⁴ Jean-Michel Ducomte : « Essai sur la pensée politique de Hermann Hesse » Annales de l'Université des Sciences Sociales de Toulouse T. XXVII 1980, pp. 371-440.

⁵⁵ Paul Valéry : « Regards sur le monde actuel » Gallimard 1945

monde mieux éduqué, donc plus conscient de l'impératif de justice dont la satisfaction le rend plus vivable.

Ainsi, Nicolas de Condorcet, en ouverture du premier de ses « *Cinq Mémoires sur l'instruction publique* » publié en 1791, affirme-t-il « *vainement aurait-on déclaré que les hommes ont tous les mêmes droits ; vainement les lois auraient-elles respecté ce premier principe de l'éternelle justice, si l'inégalité dans les facultés morales empêchait le plus grand nombre de jouir de ces droits dans toute leur étendue* »⁶. Deux ans seulement après l'adoption de la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen, et sans remettre en cause la rupture opérée, il soulignait que la conquête de droits nouveaux n'avait de sens que tout autant que ceux qui pouvaient en user avaient acquis la conscience claire de l'usage qu'ils pouvaient en faire. Et cela, seule une éducation ouverte à tous pouvait assurer⁷.

Lorsque Jean Macé, militant fouriériste en 1848 et qui, dans l'instant, avait alerté avec virulence contre le danger d'une instauration du suffrage universel, lance le 15 novembre 1866, dans le journal l'Opinion nationale, l'appel à la constitution d'une Ligue de l'Enseignement, il repense vraisemblable à l'expérience désastreuse de la IIe République. Le suffrage universel accordé sans éducation du peuple avait permis l'élection d'un président bonapartiste attaché à la restauration de l'Empire, ce qu'il fera après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, et d'une Assemblée monarchiste. Les citoyens avaient, dans un cas, massivement voté pour un nom source de nostalgie, celui de Bonaparte, et dans l'autre pour les notables du régime de la Monarchie de Juillet. Comme il le dira fortement, il ne s'agissait pas « *faire les élections* », mais de « *faire des électeurs* », c'est-à-dire des citoyens rendus, par l'éducation, capables de mesurer les enjeux du débat politique. Même si le mot n'existait pas encore, l'objectif était de les rendre acteur d'une société civile en cours de constitution. Cette « *grande confédération des allumeurs de chandelles* » - ainsi définissait-il la Ligue de l'Enseignement - devait, autant par les consciences qu'elle avait contribué à éclairer que par ses prises de position, constituer un acteur décisif dans la partie de bras de fer idéologique dont devait sortir victorieuse la République en 1877.

Lorsque la révolution industrielle plaça la question sociale au cœur des préoccupations, dans le dernier tiers du XIXe siècle, c'est encore autour de

⁶ Condorcet : « Cinq mémoires sur l'Instruction publique », annotés par Charles Coutel et Catherine Kinzler, Edilig 1989, T 1, p 35

⁷ Condorcet prolongeait son plaidoyer en faveur d'une éducation ouverte à tous en soulignant en quoi elle permettait d'asseoir la démocratie : « *Lorsque la confection des lois, les travaux d'administration, la fonction de juger, deviennent des professions particulières réservées à ceux qui s'y sont préparés par des études propres à chacune, alors on ne peut plus dire qu'il règne une véritable liberté. Il se forme nécessairement dans la nation une espèce d'aristocratie, non de talents et de lumières, mais de professions* » op.cit. p 51.

l'éducation populaire qui se construit une logique militante. Elle devait se développer au sein des bourses du travail et être animée par le syndicalisme révolutionnaire, dont Fernand Pelloutier était alors la figure dominante⁸. L'homme doit « *avoir la science de son malheur* » disait-il ; la conscience des aliénations que l'on subit constitue, en effet, le point de départ d'une logique d'émancipation.

Un nom mérite d'être ajouté cette liste, trop française, tant la réflexion qu'il propose sur la place de la culture élargit la perspective de ce que doit être une éducation populaire au sein d'une société qui risque de se donner l'illusion que l'élévation du niveau des savoirs a rendue obsolète, voire prétentieuse, la volonté « d'enseigner le peuple ». C'est celui d'Antonio Gramsci⁹, penseur italien du marxisme qui n'a cessé de s'attacher à la redécouverte des vertus de l'idéologie. Rompant avec la doxa marxiste, il réhabilite des superstructures au premier rang desquelles la culture, voyant en elles non de simples reflets des rapports de production, mais, tout à la fois des indicateurs des aliénations subies et, lorsque s'en opère une lecture lucide, éclairée par l'éducation, de formidables outils pour s'en émanciper. Cette approche originale tend à conférer une place centrale et originale – « organique » écrira-t-il – aux intellectuels et dote le combat culturel d'une fonction d'élucidation des aliénations subies et de construction de stratégies d'émancipation.

Ce rapide retour aux sources de l'éducation populaire est aujourd'hui d'autant plus nécessaire que les outils du combat culturel – édition, médias, réseaux sociaux, etc. – basculent entre les mains d'une oligarchie sans autre légitimité que sa fortune et sans autre ambition que de favoriser l'avènement d'un pouvoir servile régentant une société civile dont les membres sont invités à renoncer à leur esprit critique pour capituler dans les bras d'une IA générative chargée d'ensommeiller leur intelligence naturelle et de tuer leur curiosité sous l'ensevelissement d'un prêt à penser judicieusement construit.

Si l'objectif est, finalement assez proche de l'intuition des pères fondateurs, le contexte a profondément changé de même que les enjeux.

Il n'a échappé à personne que la prophétie d'une survenance de la fin de l'histoire, caractérisée par le triomphe de la démocratie, appuyée sur l'économie de marché, énoncée en 1989 par Francis Fukuyama¹⁰, ne s'est pas réalisée.

⁸ Jean-Michel Ducomte, Jean-Paul Martin, Joël Roman, « Anthologie de l'Education Populaire » Editions Privat 2013, pp. 121 et ss.

⁹ Romain Descendre & Jean-Claude Zancanari : « L'œuvre-vie d'Antonio Gramsci » La Découverte 2023, Maria Antonietta Macciocchi : « Pour Gramsci » Le Seuil 1974

¹⁰ Francis Fukuyama : « The End on History » in The national Interest 1989, repris dans la revue Commentaire ; « La fin de l'histoire ou le dernier homme » Flammarion, collection histoire, 1992

Jamais le nombre de pays soumis à des régimes dictatoriaux n'a été aussi important, jamais les principes, règles et procédures qui permettent d'identifier une pratique démocratique du pouvoir n'ont été si malmenés. L'Etat, souvent présenté, de façon il est vrai inexacte, comme l'étendard ou l'étalon de la démocratie libérale ; celui dont Alexis de Tocqueville¹¹, s'est attaché en 1835 et 1840, à décrire la culture, les institutions, leur fonctionnement, leurs limites, s'inquiétant des conséquences d'un attachement trop important à l'égalité, les Etats-Unis, est devenu, en quelques mois, le laboratoire d'un populisme libertarien, inculte, vulgaire et cynique.

L'interrogation n'est pas totalement nouvelle. Il y a près de cinquante ans, le sociologue Richard Sennett¹², comparant l'évolution des démocraties occidentales à celle de l'Empire romain avant sa chute, soulignait l'affaiblissement de la considération pour le « domaine public » et, à l'inverse un surinvestissement dans les préoccupations privées : « La vie publique à Rome devint moribonde, et l'on chercha dans le domaine privé un nouveau foyer pour les énergies affectives, un nouveau foyer de croyance et d'engagement ». Plus près de nous, en 2004, Cynthia Fleury¹³ a excellemment décrites « les pathologies de la démocratie » qu'elle voyait à l'œuvre. Plus récemment encore, au mois de janvier 2025 est paru en France un ouvrage de Quinn Slobodian, professeur à l'Université de Boston, « Le capitalisme de l'Apocalypse »¹⁴, qui analyse le phénomène d'éviscération de l'Etat-Nation par les tenants d'un populisme libertarien, attachés à la déconstruction de toute idée d'intérêt général, de volonté générale, de conviction commune.

En vérité, il s'agit moins d'instruire ou d'éduquer que d'aider à comprendre, que d'apprendre ou réapprendre à lutter, que de créer les outils d'une « déconformation » des esprits. En apparence les moyens d'accès au savoir sont multiples et y accéder ne rencontre guère de difficulté et cependant, jamais il n'est apparu si difficile de juger de la pertinence et de la légitimité des informations accessibles.

Le temps est venu d'aider citoyens et citoyennes à revenir à l'essentiel en identifiant et en distinguant, l'insupportable de l'acceptable et du nécessaire. D'aider à restituer son épaisseur humaine à la recherche et à la discussion du savoir. Cela passe par l'invention d'une sociabilité qui accepte de s'affranchir de

¹¹ Alexis de Tocqueville : « De la démocratie en Amérique » T I et II Gallimard collection La Pléiade 1992

¹² Richard Sennett : « Les tyrannies de l'intimité » Le Seuil 1979, p. 11

¹³ Cynthia Fleury : Les pathologies de la démocratie », Fayard 2004

¹⁴ Quinn Slobodian : « Le capitalisme de l'apocalypse ou le rêve d'un monde sans démocratie », Le Seuil 2025

l'aliénation des réseaux sociaux et de l'enfermement narcissique dans une interlocution avec les seuls outils numériques.

Si nous n'y prenons garde, si nous ne parvenons pas à nous convaincre de la nécessité de nous questionner, collectivement, sur ce dont est faite notre humanité individuelle, sur le fait qu'elle n'a de sens qu'inscrite dans une logique d'échange social, le risque est grand de nous voir désapprendre cette évidence patiemment construite : l'humanité n'existe qu'au travers du projet politique qu'elle se donne les moyens de définir pour éclairer son avenir.

2 juillet 2026

Jean-Michel DUCOMTE